

D'un continent à l'autre, la jeunesse en révolte montre la voie !

Après Barnier et Bayrou, Lecornu vient d'établir un record qui sera difficile à battre : son gouvernement démissionne avant même d'être installé ! Pendant ce temps-là, la vraie vie continue. La situation dramatique des Palestiniens est suspendue aux négociations entamées sous l'égide du plan de Trump pour Gaza. Un leurre : le Hamas a beau avoir accepté de rendre les otages israéliens, les bombardements continuent de plus belle.

Le génocide à Gaza soulève l'indignation. L'arrasonnement par la marine israélienne de la flottille humanitaire pour Gaza et le génocide en cours ont jeté dans la rue, vendredi 3 octobre, plus d'un million de manifestants en Italie, à Rome, à Milan, à Gênes et le pays a été paralysé par la grève générale. Le 27 septembre, ils étaient 120 000 à manifester à Berlin pour soutenir les Gazaouis. Des manifestations massives avaient déjà eu lieu en Australie, en Grande-Bretagne...

La loi du plus fort ? Mais qui sont les plus forts ?

Au-delà du gouvernement Netanyahu, c'est partout que de grands capitalistes appuient de plus en plus ouvertement des gouvernements d'extrême droite, ou des partis d'extrême droite comme le font ici un Bolloré ou un Stépin : ils comptent ainsi sur la force pour continuer à exploiter les travailleurs, à piller l'argent public, à démanteler les services de santé, de transport, à creuser toujours plus les inégalités et les injustices. Les États intensifient la répression en espérant faire taire la contestation et imposer « la loi du plus fort ».

Mais le vent est peut-être en train de tourner

Mi-septembre, au Népal, des milliers de jeunes protestant contre la corruption ont pris d'assaut le palais présidentiel et, malgré la répression sanglante, ont mis en fuite le gouvernement. En Équateur, c'est le prix du pétrole qui a mis le feu aux poudres fin septembre. Depuis une semaine, c'est à Madagascar, où les trois quarts de la population vivent avec moins de 77 centimes par jour, que les jeunes ont pris la rue, balayé le gouvernement, menaçant désormais le président Rajoelina. Là aussi, la répression sanglante n'a rien empêché. Misère, corruption, absence de liberté : c'est désormais tout le système qui est visé par les manifestants.

GenZ, génération révolution ?

Et maintenant, c'est au tour du Maroc. Cette même génération se soulève par dizaines de milliers, à l'appel du collectif GenZ 212, dans toutes les grandes villes du pays. Les manifestants réclament une réforme du système éducatif et des services de santé. Ils protestent contre la corruption et les dépenses somptuaires engagées dans des chantiers comme des stades de football pour la Coupe du monde, alors que l'argent manque pour les écoles et les hôpitaux. Les manifestants réclament désormais le départ du gouvernement et tiennent bon malgré déjà trois morts, les vagues d'arrestations et la brutalité policière coutumière de la monarchie marocaine.

Et ici ?

Ici, est-ce que nous n'avons d'autre alternative que de payer une dette qui n'a servi qu'à enrichir les riches, est-ce que nous devrions subir les économies sur nos salaires, sur les retraites, sur la santé, sur l'école ? Alors que nous étions nombreux en grève et dans la rue lors des journées d'action, alors que la révolte soulève la jeunesse à nos portes, les directions syndicales contribuent à semer le désenchantement en repoussant la riposte de semaine en semaine, avec des journées saute-mouton qui ont fait la preuve de leur inefficacité. Mais la colère est bien là et il va falloir qu'elle explose, dans les rues et par les grèves.

Quel que soit le gouvernement qui finira par sortir des péripéties institutionnelles, élections ou pas, rappelons-nous que ce sont les travailleurs qui font tourner toute la société. Nous sommes forts, il est temps que nous en prenions conscience et utilisions cette force pour imposer nos solutions, et que ce monde cesse d'être une vallée de larmes pour le plus grand nombre.

Des rustines sur un pneu crevé

Aux Rosiers, nous avons appris que le service serait repeint cet automne. Les locaux sont délabrés. La structure n'est plus adaptée à une population de patients qui a beaucoup vieilli. Les salles de bain sont inadaptées. Même l'effectif soignant n'est pas suffisant au vu des besoins grandissants des patients. Il en est de même pour l'Aubier et le Calypso. Ce n'est pas un coup de peinture qui va y changer quoi que ce soit.

On coule

Certaines unités ont été impactées par la pluie et de nombreuses infiltrations. Du coup certaines chambres ne sont plus utilisables. Cela a eu lieu dans les bâtiments récents. Il faut dire que les restrictions budgétaires empêchent l'hôpital d'entretenir ses infrastructures. Les services publics ne bénéficient pas de moyens adéquats.

Pendant ce temps l'État donne des milliards aux entreprises privées...

On pousse les murs

Au CMP du A, nous avons aussi été impactés par des infiltrations. Une entreprise est venue mais le toit est à refaire entièrement. En outre, il n'y a pas suffisamment de bureaux pour les consultations. On attend toujours la construction d'un nouveau bâtiment. Mais pour cela comme pour le personnel, il faut une véritable politique d'amélioration des hôpitaux.

Des moyens nécessaires

La direction appelle souvent du renfort pour l'espace accueil adolescent, dans les locaux de Saint-Jacques. Là aussi, nous sommes dans l'attente de nouveaux locaux qui devraient se construire près du CHRU. La convention entre les deux hôpitaux traîne, chacun espérant refiler le bébé au niveau des moyens. En attendant l'équipe doit se débrouiller comme elle peut.

996, la surexploitation 2.0

Depuis plusieurs mois, un nouveau concept de travail chamboule le secteur de la haute technologique de la Silicon Valley, en Californie. Il est désigné par trois chiffres « 996 » qui signifient travailler de 9 heures du matin à 21 heures le soir, six jours par semaine, soit 72 heures hebdomadaires. Ce qui a entraîné plusieurs décès de salariés. Dans plusieurs start-ups, une partie des employés travaillent désormais à ce rythme, qui est d'ailleurs mentionné dans certaines offres d'emploi.

Certains rêvent maintenant d'exporter ce concept de surexploitation en Europe.

Deliveroo condamnée

Le conseil de prud'hommes de Paris a condamné Deliveroo à plus de deux millions d'euros d'amende pour « *travail dissimulé* » concernant une cinquantaine de livreurs. L'enseigne continue de les considérer comme « *travailleurs indépendants* » ou « *auto-entrepreneurs* », alors qu'elle décide de leurs horaires et de leur niveau de rémunération. Elle se voit contrainte de salarier seize des plaignants et de leur donner accès à la médecine du travail, à une mutuelle et aux congés payés. En outre, Deliveroo devra s'acquitter de centaines de milliers d'euros de cotisations patronales non réglées avec, pour certaines, effet rétroactif depuis 2019.

Une petite victoire qui ne peut qu'encourager les 70 autres livreurs dont les dossiers sont toujours en attente.

GenZ Madagascar : une révolte populaire

À Madagascar, les délestages d'eau et d'électricité de plusieurs heures sont courants et l'eau potable est loin d'être accessible partout. L'électricité est aussi chère qu'en France, alors que le salaire moyen est de 41 euros par mois. 75 % de la population vit dans la pauvreté tandis qu'une minorité de capitalistes proches du gouvernement ne cesse de s'enrichir. Le 25 septembre, à l'appel du collectif « Gen Z Madagascar », la colère a éclaté. Ni la répression violente (au moins 22 morts), ni les promesses de changement de gouvernement ne l'ont calmée.

C'est tout le système d'exploitation et de corruption hérité de la colonisation française qu'il faut renverser.

Impopularité record

Selon le baromètre YouGov, réalisé pour Le HuffPost du 20 septembre au 2 octobre, le président de la République et le Premier ministre qu'il avait choisi (et qui a déclaré forfait) sont au coude à coude du plus détesté, avec respectivement 16 % et 17 % d'opinions favorables. Nous sommes une écrasante majorité de travailleurs et travailleuses à être écœurés par Macron et sa politique pro-patronale.

De mauvais sondages ne suffiront évidemment pas à les faire partir, mais si cette colère s'organise, il y aura largement de quoi faire reculer le président, ses gouvernements et les patrons qui tirent les ficelles !